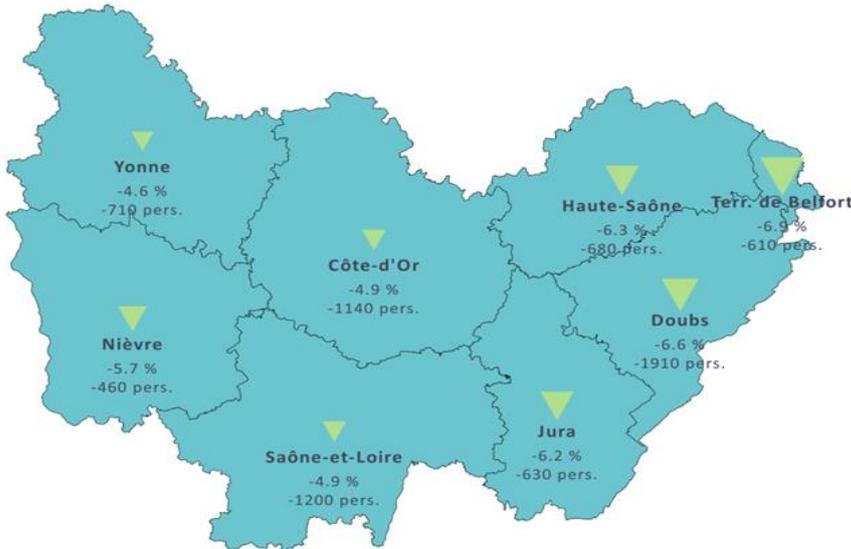


INDICATEURS TRIMESTRIELS DÉPARTEMENTAUX :

ECONOMIE, EMPLOI, MARCHÉ DU TRAVAIL ET POLITIQUES D'EMPLOI

JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2020
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 2,7 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2020

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **9 570** (- 6,2 % sur un trim.)
Cat. B, C : **8 610** (+ 4,4 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **18 180** (- 1,5 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,5 % au 3^{ème} trimestre 2020
+1,1 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2020
(France métropolitaine : 8,8 % ; +1,8 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

84 800 au 3^{ème} trimestre 2020
+1,6 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2020

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 240 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2020
+ 31,0 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2020

Au troisième trimestre 2020 :

L'emploi salarié (privé et public) augmente dans le Jura de 1,6 %, soit 1 300 emplois en plus par rapport au deuxième trimestre. Hors intérim, l'emploi salarié croît en particulier dans les services (marchands et non marchands) et la construction. Sur un an l'emploi salarié se stabilise, une évolution plus favorable qu'au niveau régional (-1,4 %). Suite aux mesures de déconfinement l'emploi intérimaire repart à la hausse (+31 % soit +800 intérimaires). La demande est très forte dans le commerce et l'industrie. Le recours au dispositif d'activité partielle s'est atténué. Entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre près de 880 établissements y ont eu recours. Environ 2 250 salariés ont été indemnisés au titre de l'activité partielle, soit 4 % des salariés du département. Sur cette période 418 000 heures ont été chômées, soit environ 346 emplois équivalents-temps plein.

Au quatrième trimestre 2020

Le nombre d'établissements autorisés à recourir à l'activité partielle s'élève à près de 600 concernant l'emploi de 11 000 salariés. Les défaillances d'entreprises sont en nette diminution, en lien avec l'adaptation des textes relatifs aux procédures collectives. Cependant le volume d'emplois menacés est en nette augmentation. Les créations d'entreprises restent plus nombreuses que l'an dernier. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sans activité (cat.A) enregistre une très forte baisse et s'établit à 9 570 personnes ; cette baisse intervient dans un contexte de forte hausse des demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC). Les entrées à Pôle emploi diminuent en raison d'un nombre de personnes arrivées en fin de contrat ou en fin de mission d'intérim moins important. Les sorties de Pôle emploi baissent également en lien avec les radiations administratives et les reprises d'emploi moins nombreuses.

La demande d'emploi

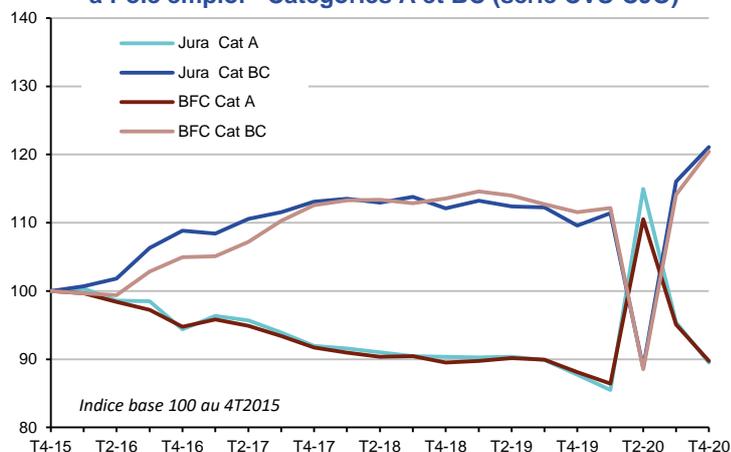
Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

	T4 2020	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	9 570	-6,2	+2,0
Catégories B, C	8 610	+4,4	+10,5
Catégories A, B, C	18 180	-1,5	+5,9
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	123 090	-5,6	+1,9
Catégories B, C	97 440	+5,5	+8,0
Catégories A, B, C	220 530	-1,0	+4,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Jura		BFC	
	T4 2020	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	4 970	-6,2	-5,7	+3,7
< 25 ans	740	-14,0	-10,4	+3,1
25 - 49 ans	2 820	-5,4	-6,5	+4,0
50 ans et plus	1 410	-3,4	-1,1	+3,2
Femmes	4 600	-6,1	-5,6	0,0
< 25 ans	630	-6,0	-7,9	-4,3
25 - 49 ans	2 570	-7,2	-6,2	+0,6
50 ans et plus	1 400	-4,1	-3,0	+0,8
Total	9 570	-6,2	-5,6	+1,9
< 25 ans	1 370	-10,5	-9,3	-0,3
25 - 49 ans	5 390	-6,1	-6,4	+2,4
50 ans et plus	2 810	-4,1	-2,1	+2,0

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Jura		BFC	
	T4 2020	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C				
Hommes	8 630	-1,6	-0,9	+6,9
< 25 ans	1 340	-6,3	-4,2	+11,6
25 - 49 ans	5 050	-1,8	-1,0	+6,7
50 ans et plus	2 240	+1,4	+1,2	+4,5
Femmes	9 540	-1,3	-1,1	+2,3
< 25 ans	1 290	0,0	-2,1	+4,6
25 - 49 ans	5 510	-1,1	-1,1	+2,1
50 ans et plus	2 750	-2,5	-0,5	+1,6
Total	18 180	-1,5	-1,0	+4,5
< 25 ans	2 630	-3,3	-3,2	+8,1
25 - 49 ans	10 550	-1,4	-1,0	+4,3
50 ans et plus	4 990	-0,6	+0,3	+2,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T4 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 880	-3,5	+3,0	-3,5	+2,0
DELD :					
1 à 2 ans	3 910	+1,3	+10,1	+2,5	+11,2
2 à 3 ans	1 840	+0,5	+8,2	+0,6	+0,9
3 ans et plus	2 550	+1,6	+9,0	+1,8	+6,6
Total DELD	8 300	+1,2	+9,4	+1,8	+7,3
Part des DELD	45,7%	+1,3 pt	+1,5 pt	+1,4 pt	+1,3 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3 2020	Moyenne annuelle 2020	
		2020	2019
Assurance chômage	9 800	10 190	9 330
Solidarité - Etat	950	880	860
Autres	170	170	nd
Total DE indemnisés	10 740	11 240	10 190
Formation	520	630	nd
Part des DE indemnisés* :			
Jura :	55,5%		
BFC	52,2%		

nd : non disponible

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T4 2020	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	354	-47	-11,7	-515	-13,9
Fin de mission d'intérim	135	-30	-18,3	-347	-20,8
Démission	76	-1	-0,9	-51	-6,0
Rupture conventionnelle	132	+16	+14,1	+145	+12,5
Licenc. économique	52	+20	+61,9	+104	+31,1
Autre licenciement	113	-9	-7,1	-34	-2,4
Première entrée ⁽¹⁾	95	+9	+10,0	-14	-1,1
Retour d'inactivité ⁽²⁾	290	+9	+3,2	+190	+6,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	234	-8	-3,3	-59	-1,8
Autre motif ⁽⁴⁾	91	+3	+3,4	-85	-7,3
Motif indéterminé	119	-20	-14,4	-214	-11,1
Total	1 693	-58	-3,3	-879	-4,4

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T4 2020	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	277	-96	-25,7	-1 054	-27,0
Entrée en stage ou formation	267	+2	+0,6	+271	+10,2
Arrêt de recherche**	177	-6	-3,5	-96	-4,7
dont maladie	104	+12	+12,6	+106	+10,5
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	786	+44	+5,9	-117	-1,3
Radiation administrative	81	-23	-22,2	-399	-21,3
Autre cas ⁽²⁾	150	0	0,0	+82	+5,0
Total	1 738	-80	-4,4	-1 312	-6,2

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.



La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T4 2020	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Dole	3 680	-6,1	0,0	49,2	14,7	29,6	7,8
Lons-le-Saunier	3 690	-4,9	0,0	47,7	14,6	28,5	7,9
Saint-Claude	2 190	-8,8	+9,5	47,0	12,8	30,6	9,1
Jura	9 570	-6,2	+2,0	48,1	14,3	29,4	8,2

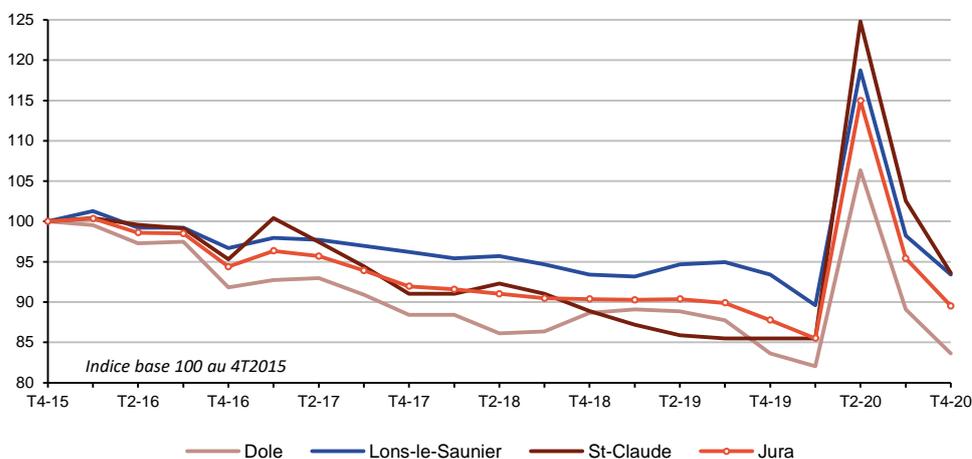
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2017

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T4 2020	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T4 2020	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Dole	7 140	-1,9	+3,5	3 400	0,0	+4,6
Lons-le-Saunier	7 010	-1,1	+5,1	3 150	+2,3	+13,3
Saint-Claude	4 020	-1,2	+11,4	1 740	+1,2	+12,3
Jura	18 180	-1,5	+5,9	8 300	+1,2	+9,4

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
650	+6,6	690	+1,5
640	0,0	690	0,0
340	0,0	350	-2,8
1 630	+2,5	1 730	0,0

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2021.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

Les entreprises

Activité partielle

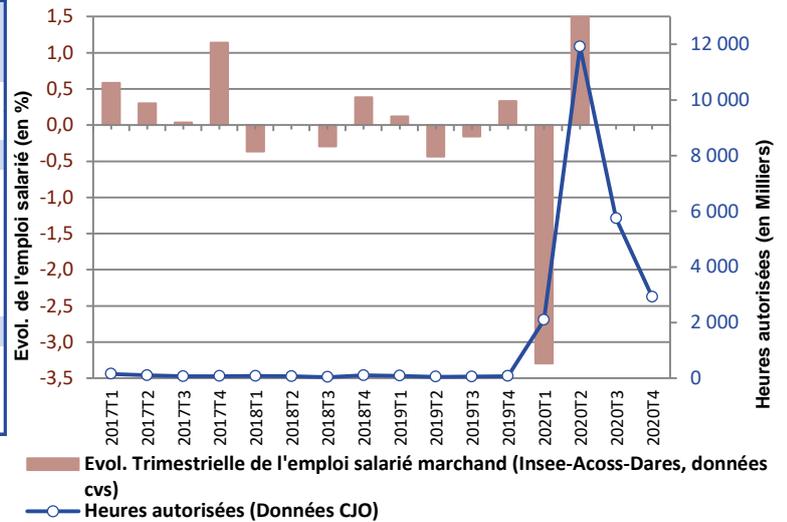
Données CJO*	Jura	
	T3 2020	T4 2020
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	1 849	612
Volume d'heures autorisées	5 744 291	2 926 734
dont :		
Agriculture	18 543	0
Industrie	2 710 305	1 720 522
Construction	361 611	109 478
Commerce	592 066	179 447
Services	2 061 766	917 287
Etablissements autorisés	1 739	601
dont : étabs de 50 sal. et plus	151	95
Nombre de salariés concernés**	20 348	10 665
Total heures autorisées 12 mois glissés	19 834 310	22 683 192

Source : DARES/DIRECCTE BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : heures autorisées



Données brutes	Jura	
	T2 2020	T3 2020
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	4 066 089	417 596
dont :		
Agriculture	27 865	92
Industrie	1 282 382	197 020
Construction	372 373	9 049
Commerce	726 349	38 202
Services	1 657 121	173 232
Etab. ayant consommé des heures	4 224	875
dont : étabs de 50 sal. et plus	188	103
Nombre de salariés concernés**	18 504	3 245
Total heures consommées 12 mois glissés	5 062 392	5 473 816

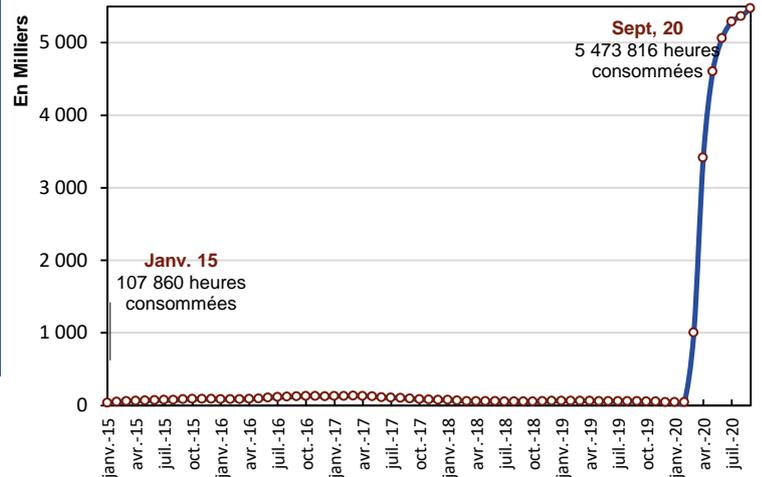
Source : DARES/DIRECCTE BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T4 2020	Evol./T4 2019
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	623	+13,7
dont :		
Entreprises individuelles	nd	nd
Micro-entrepreneurs	nd	nd
Sociétés	163	+28,3
Cumul sur 12 mois glissés	2 097	+7,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	nd	nd
Cumul sur 12 mois glissés	nd	nd

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

nd : non disponible

Avertissement : En raison de la revue des séries des créations d'entreprises par l'Insee, la diffusion des données relatives aux entreprises individuelles et aux micro-entrepreneurs est interrompue. Les séries complètes seront à nouveau disponibles dès 2021.

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T4 2020	Evol./T4 2019
Ouvertures de procédures		(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	24	-41,5
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	s	s
Liquidations judiciaires directes	19	-45,7
Nombre d'emplois menacés	308	+616,3
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	281	+5520,0
Construction	s	s
Commerce	13	+116,7
Services	9	-65,4
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	127	-24,9

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement DIRECCTE BFC-SESE

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Jura 3 ^{ème} trimestre 2020 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	1 390	+40	+3,0	+90	+6,9	1 400	+40	+3,2	+90	+7,1
Industrie	18 910	-30	-0,1	-370	-1,9	20 630	+400	+2,0	-500	-2,4
Industrie agro-alimentaire	3 980	+30	+0,7	+20	+0,4	4 490	+50	+1,1	+90	+2,0
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 200	-30	-2,2	-30	-2,5	1 260	-30	-2,2	-40	-3,1
Equipements élec. électron. info., autres machines	990	0	+0,0	-40	-3,4	1 020	+10	+1,0	-80	-7,0
Matériels de transport	450	0	-1,0	-20	-3,6	530	+50	+10,9	-30	-5,8
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	12 290	-20	-0,2	-310	-2,4	13 330	+320	+2,4	-440	-3,2
Construction	5 110	+50	+1,0	+50	+1,0	5 450	+110	+2,1	+20	+0,3
Commerce ; réparation auto.	11 080	-40	-0,3	-140	-1,2	11 370	+40	+0,3	-80	-0,7
Services marchands	16 900	+280	+1,7	-420	-2,4	17 450	+370	+2,2	-400	-2,3
Transports et entreposage	4 130	-20	-0,4	-110	-2,5	4 320	+30	+0,8	-60	-1,5
Hébergement et restauration	2 610	+130	+5,3	-230	-8,2	2 630	+140	+5,4	-230	-8,1
Information et communication	330	0	-1,4	-10	-4,0	330	0	-1,0	-10	-3,5
Services financiers	1 340	-20	-1,8	-10	-0,9	1 360	-30	-1,9	0	-0,1
Services immobiliers	430	0	+0,1	0	-0,6	440	0	+0,2	-10	-2,7
Services aux entreprises	4 320	+30	+0,8	+50	+1,1	4 630	+70	+1,6	+30	+0,7
Services aux ménages	3 750	+150	+4,3	-100	-2,6	3 760	+160	+4,3	-110	-2,9
Services non marchands	28 480	+310	+1,1	+540	+1,9	28 500	+330	+1,2	+560	+2,0
Ensemble	81 880	+610	+0,8	-250	-0,3	84 800	+1 300	+1,6	-310	-0,4

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

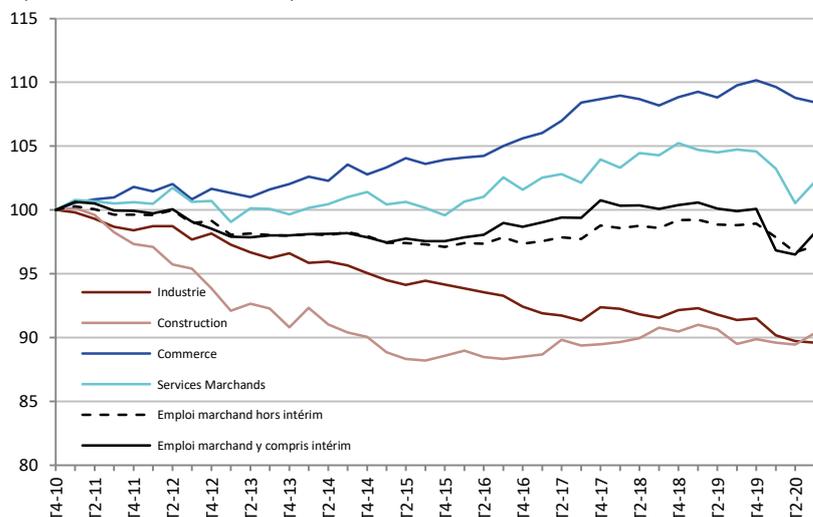
Traitement : Direccte BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

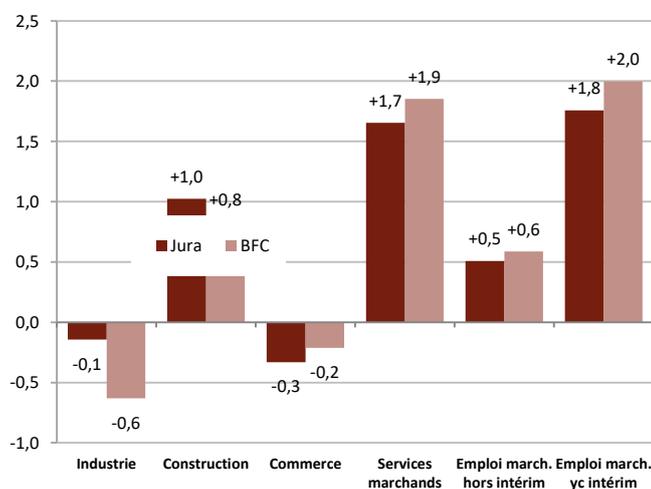
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2020, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 3 ^{ème} trimestre 2020 <i>(Données CVS)</i>	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	.	.	.	0,2	+0,1	.	.	.	4,3	-1,5
Industrie	1 770	+33,3	-10,1	8,6	-0,7	1 550	+49,0	-17,6	2,0	-0,2
Construction	450	+26,0	-11,6	8,0	-1,0	410	+95,2	-4,7	2,9	-0,2
Commerce	360	+35,3	+16,6	3,2	+0,5	340	+41,7	+6,3	1,4	0,0
Services	650	+25,9	+3,4	3,7	+0,2	620	+37,8	-1,6	1,3	0,0
Ensemble	3 240	+31,0	-5,3	5,7	-0,2	2 920	+50,5	-10,4	1,8	-0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

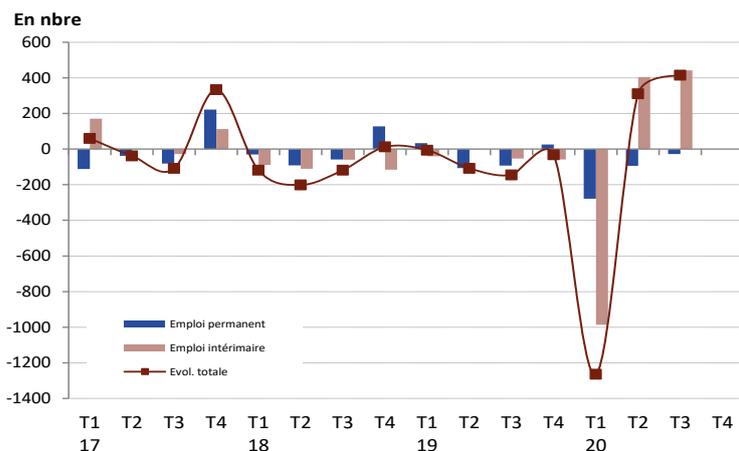
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

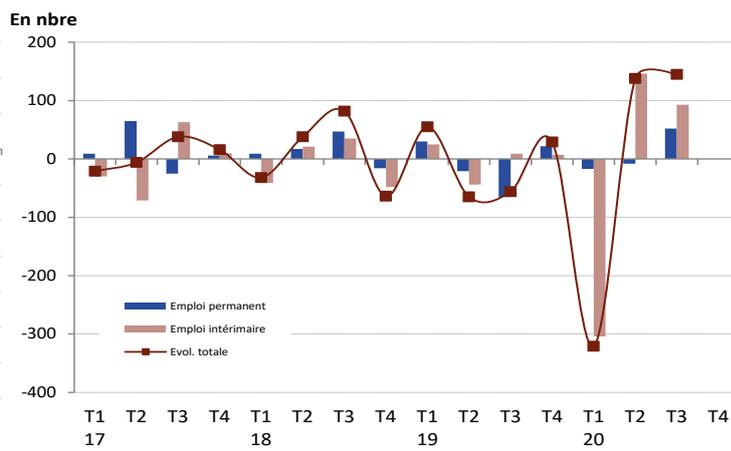
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

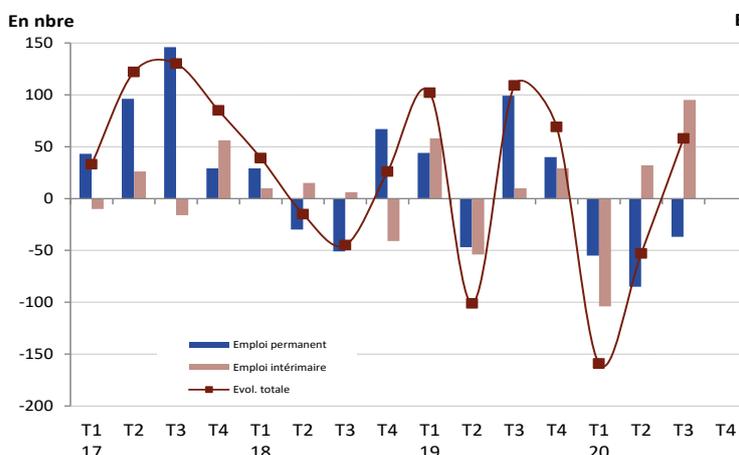
Industrie



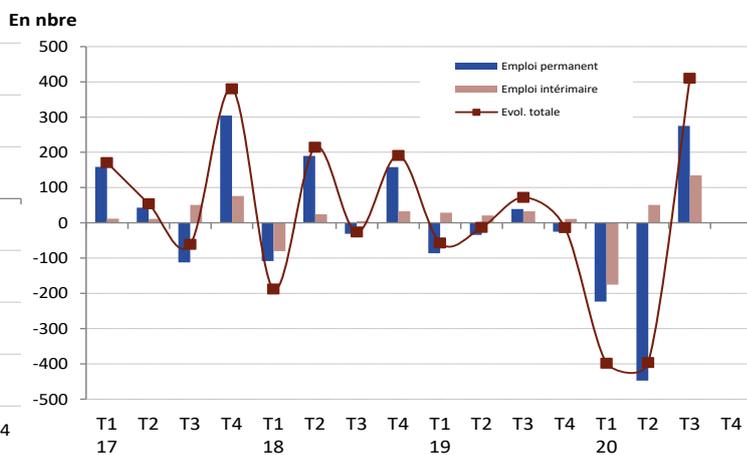
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe bordeaux
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en rose)

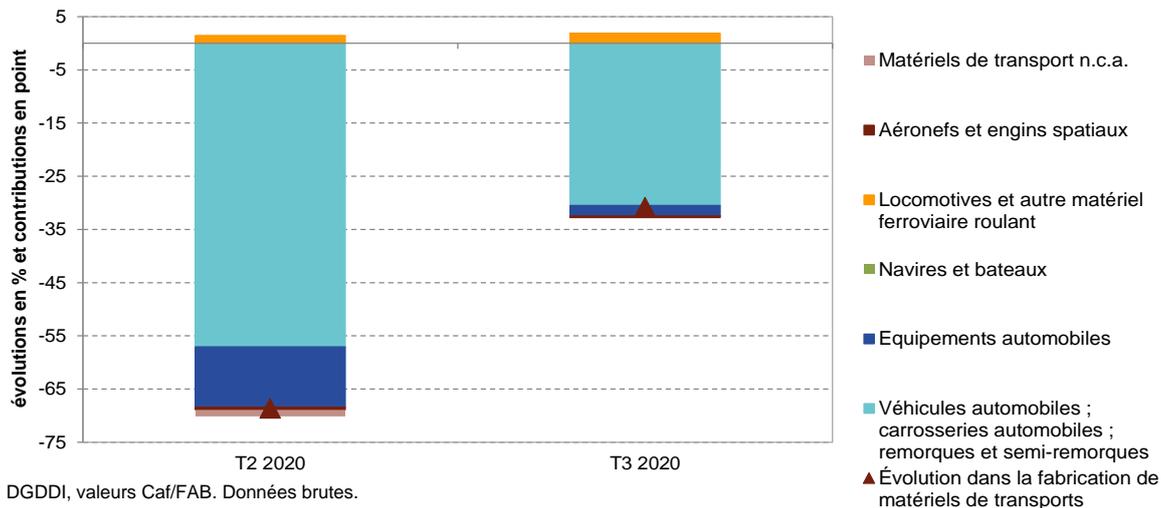
Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

La fabrication de matériels de transport en Bourgogne-Franche-Comté

Vous pouvez retrouver l'intégralité de la fiche sectorielle sur notre site internet (<https://bourgogne-franche-comte.directe.gouv.fr/Secteurs-d-activite>)

Après avoir chuté plus fortement qu'en moyenne dans l'industrie, l'activité dans la fabrication de matériels de transport est repartie entre juin et octobre mais reste encore en dessous de son niveau d'avant crise. La reprise de l'activité s'est accompagnée d'une forte hausse de l'intérim (+79,4 %) mais n'a pas bénéficié à l'emploi permanent qui continue de reculer (-0,8 %). La mise en place d'un deuxième confinement fin octobre a freiné la reprise de l'activité mais ne l'a pas fortement pénalisé comme au premier confinement. Le recours à l'activité partielle a légèrement progressé au cours de cette période et une baisse semble s'amorcer dès la fin décembre 2020.

Evolutions annuelles des exportations dans la fabrication de matériels de transports et contribution des secteurs



Un faible recours à l'activité partielle pendant le 2ème confinement

Demandes d'indemnisations	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20	oct-20*	nov-20*	déc-20*	Total
Nombre d'établissements	97	110	107	82	63	43	40	25	23	9	117
Heures indemnisées	534 903	1 774 005	1 051 579	464 591	203 813	46 262	82 721	39 949	17 081	3 455	4 218 359
Nombre de salariés indemnisés	11 502	17 390	16 593	10 265	5 595	2 537	2 717	1 550	559	96	18 696
% salariés indemnisés / salariés du secteur	50%	77%	73%	45%	25%	11%	12%	7%	2%	0%	83%

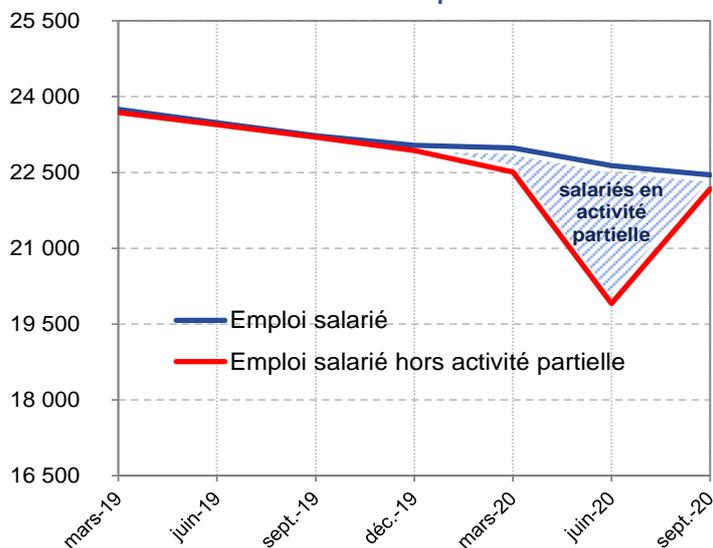
Taux de consommation	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20	oct.-20	nov.-20	déc.-20	Total
heures indemnisées / heures autorisées	37%	62%	42%	16%	15%	4%	7%	9%	6%	1%	29%

Source : DGEFP-Dares

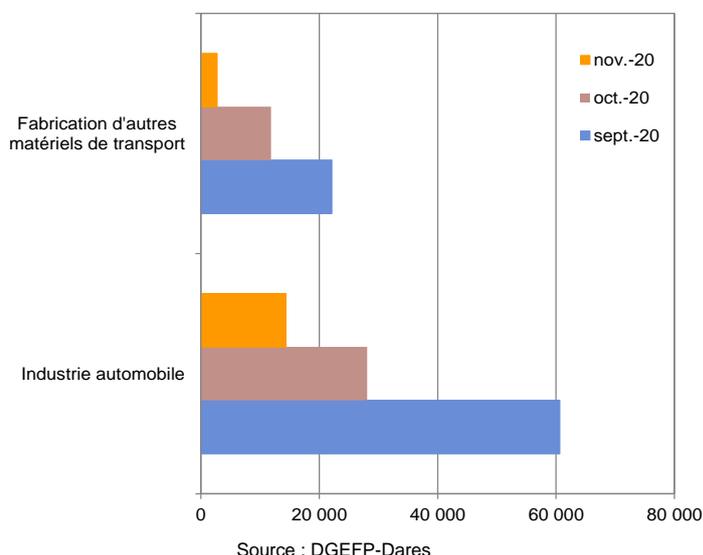
*Les données à partir du mois d'octobre sont estimées à partir du SI APART du 14 janvier 2021.

Avertissement : les consommations de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées en raison des remontées tardives des entreprises ; celles-ci ayant un an pour demander leur indemnisation.

Emploi et recours à l'activité partielle dans la fabrication de matériels de transport



Heures consommées au titre de l'activité partielle dans la fabrication de matériels de transport par principales activités



L'emploi frontalier

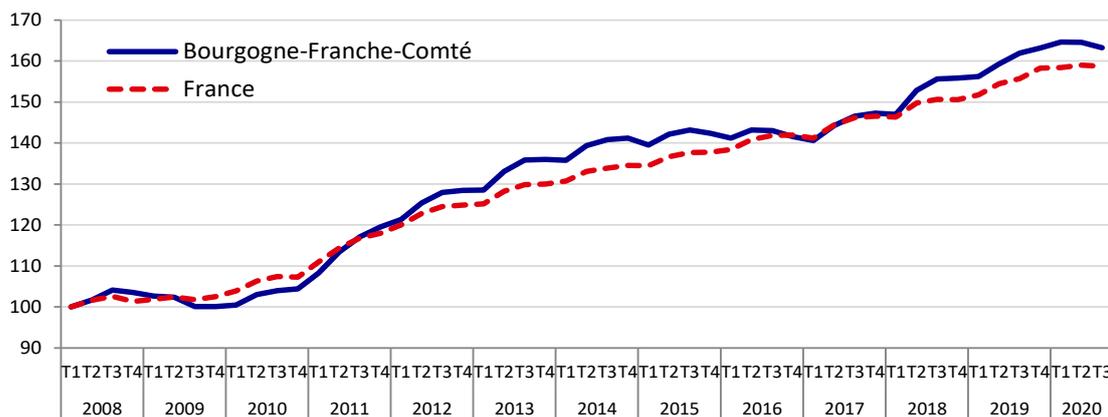
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2020	Actifs occupés RP 2017	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 035	212 670	22,3	+1,2	-1 780	-0,8	149	0,4	-2,0	+14	+10,4
Doubs	220 144	191 450	20,1	+1,8	-4 000	-2,0	27 629	71,8	-0,9	+178	+0,6
Jura	104 942	84 800	8,9	+1,6	-310	-0,4	6 559	17,0	0,0	+133	+2,1
Nièvre	72 021	64 880	6,8	+1,0	-1 200	-1,8	13	0,0	-7,1	-3	-18,8
Haute-Saône	92 555	65 060	6,8	+1,2	-970	-1,5	482	1,3	+1,3	-1	-0,2
Saône-et-Loire	211 733	181 050	19,0	+1,8	-1 660	-0,9	166	0,4	+3,1	+10	+6,4
Yonne	127 268	105 660	11,1	+1,3	-2 090	-1,9	15	0,0	-11,8	+2	+15,4
Territoire de Belfort	55 455	48 860	5,1	+2,2	-1 120	-2,2	3 478	9,0	-1,5	-7	-0,2
BFC	1 104 152	954 440	100,0	+1,5	-13 150	-1,4	38 491	100,0	-0,8	+326	+0,9

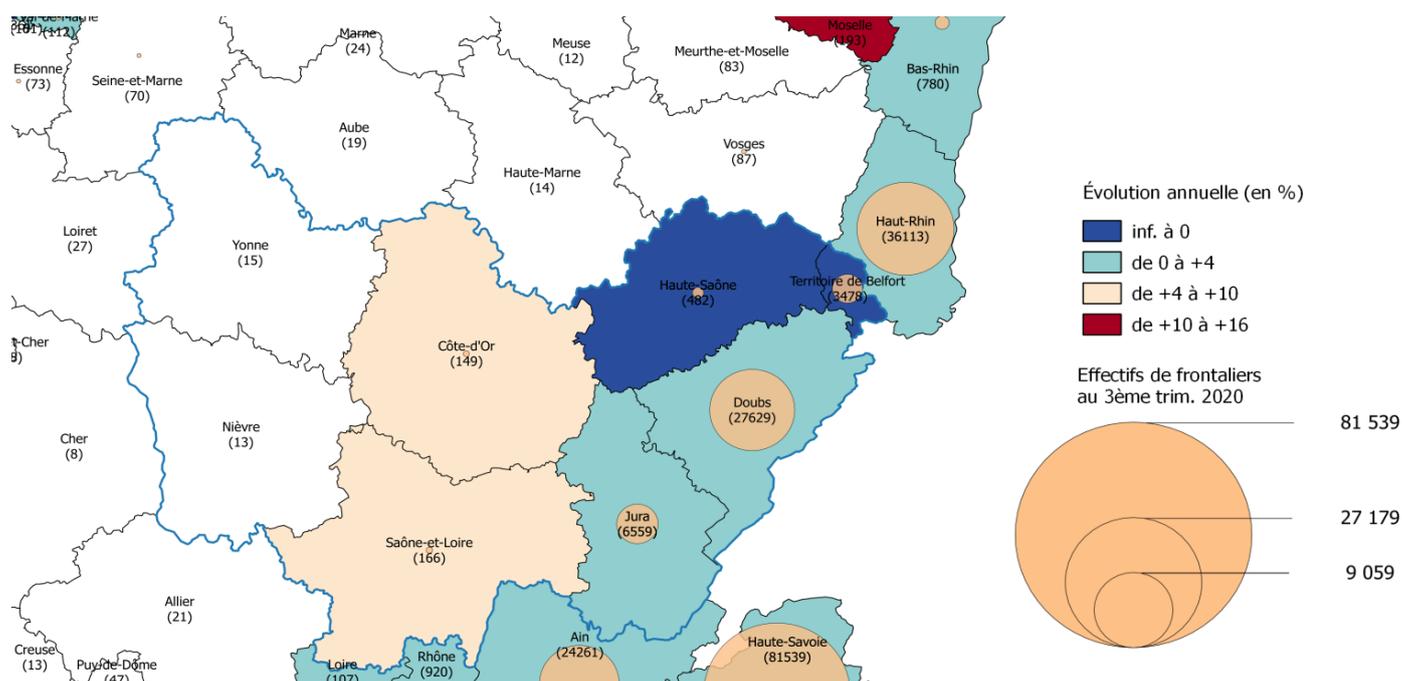
Sources : INSEE - RP 2017 (enquêtes annuelles 2015 à 2019) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +0,6 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 27 629 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC Var.(%)/ cumul 2019
	T4 2020	Cumul 2020	Var.(%)/ cumul 2019	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	95	301	-16,2	-15,6
dont Education Nat.	s	s	-41,7	-69,5
dont Collectivités	24	62	-16,2	-18,5
dont résidents QPV	16	43	-27,1	-31,0
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	185	610	-15,5	-0,2
dont Garantie Jeunes	54	145	-17,6	-14,3
dont résidents QPV	16	63	-33,3	-7,8
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2019)				
- secteur privé	808	1 582	+20,5	+15,3
- secteur public	18	43	+2,4	+1,5

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2	Cumul	Var.(%)/
	2020	2020	cumul 2019
Côte d'Or	361	698	-17,2
Doubs	270	732	-35,6
Jura	151	444	-36,8
Nièvre	79	223	-43,5
Haute-Saône	73	240	-32,6
Saône-et-Loire	199	654	-10,5
Yonne	219	556	-34,7
Territoire de Belfort	71	158	-32,8
BFC	1 423	3 705	-29,5

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Directe-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté
 IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC Var.(%)/ trim. année précédente
	T3 2020	Var.(%)/ trim. année précédente	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
CAE - PEC	149	-42,7	-41,1
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	152	-6,0	-16,0
IAE (au 2T2020)	757	-21,1	-27,7

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi.

S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 139 milliards d'euros en 2017, dont 66 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-dépenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-en-2017>